



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Bibliographie

Citer ce document / Cite this document :

Bibliographie. In: Économie rurale. N°139, 1980. pp. 68-72;

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1980_num_139_1_2739

Fichier pdf généré le 08/05/2018

globaux, exprimés dans des programmes détaillés ; ceux-ci après leur réalisation font l'objet de contrôles et d'évaluation (1).

En utilisant ces données, Charly DARBELLAY a pu définir une dizaine de types de communes, suffisamment caractéristiques pour que l'on puisse pour chacun de ces types, tenir compte de l'expérience acquise pour proposer les grandes lignes d'une stratégie.

Et spécificités qu'il introduit ensuite dans une perspective générale de développement rural, exposée en conclusion et sur laquelle je me permet d'insister, car les principes qu'il y énonce peuvent constituer une excellente charte de l'aménagement rural :

- **Autonomie** : « recréer, dit Denis de ROUGEMONT, une communauté où l'homme puisse recouvrer la dimension civique sans laquelle il n'est pas une vraie personne ». Charly DARBELLAY note la différence de participation au cours des réunions préparant les plans communaux. Les 4 000 habitants du « pays d'en haut » ont participé aux réunions à raison de 91 journées pour 1 000 habitants, les 40 000 de la région de Martigny à raison de 9 journées pour 1 000 habitants.

- **Décentralisation** des emplois et des services.

- **Polyvalence des activités**. Comme dans ceux des pays où l'on est convaincu qu'il faut parer aux conséquences catastrophiques de la diminution du nombre des agriculteurs, on cherche à développer l'agriculture à temps partiel. encore faut-il valoriser par une forma-

tion intelligente la qualité des services rendus par les agriculteurs dans les autres secteurs. Et il faut compléter la polyvalence des hommes par celle des équipements.

- **Péréquation**, par une politique déjà amorcée, mais qu'il faut continuer, d'une meilleure répartition des ressources de la Confédération et des cantons.

- Et enfin, **animation**, permettant aux habitants eux-mêmes de se substituer aux spécialistes pour prendre eux-mêmes en main leur propre aménagement.

Utopie ? N'oublions pas que ces perspectives émanent d'un homme qui est non seulement chercheur de profession, mais aussi étroitement associé aux responsabilités et aux difficiles décisions de l'aménagement.

H. de FARCY *

(*) Nous reproduisons ici avec l'assentiment de l'auteur, une présentation d'ouvrage faite à l'Académie d'Agriculture au cours de la séance du 15.10.1980.

1. On peut mentionner par exemple l'excellente thèse de Paul Sauvin. Evolution socio-économique de la commune de Bagnes en Valais et rôle de l'agriculture à temps partiel en région de montagne. Institut d'Economie Rurale. Ecole Polytechnique Fédérale, Juris Druck + Verlag. Zürich, 1980.

J.-M. ROUX. - *Territoire sans lieux, la banalisation planifiée des régions*. Paris, Dunod, 1980, 211 p.

« Ce livre parle de la destruction des signes du passé sur le territoire, de la réduction de l'Histoire à des livres et à des monuments, du non-lieu qui devient l'espace français... l'environnement devient innommable, à la lettre ». Ce sont « les produits d'un système, capitaliste, donc rigoureusement **universel**... ».

L'auteur qualifie le territoire d'« entassement illisible d'objets neufs et périssables »... réalisé en l'absence de projets de société. Son seul espoir repose sur une « autonomie locale de très petites régions, hétérogènes par nature, mais **maîtresses** (...) de leur territoire ». Avant d'en arriver là, le lecteur appréciera le développement sur les définitions possibles de la région, et la pratique courante qui en est faite. Il retient essentiellement la province (land) et la petite région (canton suisse) (p. VIII).

Devenir maître de sa gestion, suppose le contrôle des flux d'investissements.

C'est pourquoi les auteurs s'intéressent peu aux « structures », mais privilégient les **mouvements des objets, des hommes et des capitaux sur le terrain**.

Ce livre (l'auteur principal le reconnaît) est partiel, trop court ; il ne théorise guère, mais il classe les faits à partir de plusieurs années d'enquêtes personnelles et d'études originales.

Cela n'a rien à voir avec la littérature française sur l'aménagement du territoire, qui demeure hélas une spécialité indéchiffrable pour le citoyen, est modérée en critiques, enfin hérissée seulement de propositions réglementaires.

Pour les aménageurs, tout se passe comme si notre société ne pouvait se développer qu'en perdant sa conscience en devenant planétaire, en détruisant la tradition... lisez la savoureuse citation de Schiller (1795) (p. XI). Ils ne retiennent que quatre fonctions urbaines **seulement** (habiter, travailler, circuler, se cultiver). Chacun devant occuper son secteur bien **séparé** des autres. Voilà donc la place faite au progrès dans le paysage urbain contemporain ! Ainsi « le désert croît », selon l'expression de Nietzsche (p. XIII).

L'ennemi urbain n'est pas l'auto, mais le boom (la vitesse) de l'urbanisation, qui a sacrifié inéluctablement la qualité (n'aurait-on pu néanmoins faire un peu mieux ?). Voici quelques citations qui

aiguisent l'appétit de lire : « le génie de ses accoucheurs (de l'urbanisation), c'est d'avoir enfourché la trouvaille marxiste de l'histoire en marche, et présenté leurs démissions esthétiques, comme conséquence obligée de la rationalité scientifique... » ... L'appauvrissement par simplification extrême est voulue, affirmée et expliquée : « On est étonné que ce discours (sur un faux modernisme) ait pu tant terroriser » ! (p. 10-15) « je crains que nos petits enfants ne vivent encore avec nos villes disloquées » !

Les nouveaux paysages campagnards ne sont pas à l'abri de la dévastation. De l'époque ancienne « subsiste une trame, de moins en moins perceptible en bien des endroits, que viennent occuper des formes nouvelles obéissant à d'autres logiques ». Le sort de chaque « case » du parcellaire ne dépend plus que de la spéculation foncière. Des paysages **inconnus** ni urbains ni ruraux, se mettent ainsi en place. Quelle synthèse tenter pour lier le support écologique, la réalité visible et les sociétés qui y vivent ?

On apprécie l'image caricaturale de l'implantation industrielle contemporaine (p. 34), la description des interventions incohérentes de l'administration, **le vrai mitage** qui ne concerne pas seulement les constructions neuves, mais **tout l'espace devenu hétérogène** (des usines en rase campagne, des autoroutes embouteillées dans des lieux déserts...) « l'inattendu se banalise, il n'en reste que la brutalité » (p. 45).

« Les ruines prennent place dans le décor » : vieux bâtiments, friches, chemins dégradés, etc. « L'alternance complémentaire (autrefois) des paysages urbains et ruraux et de leurs sociétés » disparaît (p. 49). Désormais l'urbain et le rural se superposent au même endroit, et ailleurs, le sous-développement s'installe définitivement.

Bien que la répartition des fonds budgétaires de l'Etat (différence entre impôts perçus et dépenses consenties) fasse apparaître une jolie diagonale SW-NE, désignant ainsi des régions plutôt favorisées (p. 55), la correction de l'administration ne semble guère suffisante. Il semble plutôt que « sur l'ensemble du territoire une épargne nette est exportée, tandis qu'il faut aider par des apports (...) essentiellement publics, des activités en déclin... ».

A l'inverse, des nœuds (agglomérations) razzient l'épargne... (p. 57) et provoquent l'urbanisation, la rurbanisation et le nomadisme...

Un territoire devenu sans lieux ? « Comment le charger de symboles, c'est-à-dire faire du vieux avec du neuf ? » (p. 66). Il ne s'agit pas de vendre aux classes aisées des villages traditionnels comme cela se

pratique aujourd'hui, mais de trouver des réponses globales, donnant à la gestion des lieux une dimension perceptible **par tous** : établir un vrai gouvernement local !

Peut-on rationaliser le déménagement du territoire ? Les transformations sont désormais le fruit des modèles admis sur « la modernité », modèles qui s'imposent aux détenteurs du pouvoir. Qui produit ces modèles ? C'est toujours l'Etat et son appareil. Il a le monopole de la conception, et contrôle la majorité des investissements...

Tout le monde a longtemps cru dans la **synergie spatiale des activités et des équipements programmés** (p. 133), en regardant par exemple les 25 millions d'hommes concentrés dans un rayon de 250 km autour de Rotterdam... Or la crise est arrivée, elle réduit la création des activités induites autour des « pôles » de développement. Que peuvent faire alors les pauvres collectivités locales, trop souvent en tutelle financière, même si l'Etat utilise un langage « régionaliste »... qui ne trompe personne.

On continue en fait à « inventer de la rationalité économique et des comptabilités économiques pour justifier les choix préalables de la structure de décision » (p. 153)...

Le dernier chapitre évalue les maigres chances d'une planification locale. La France des provinces était déjà morte à la Révolution (voir citation de A. de Tocqueville, p. 161)... La centralisation s'est définitivement ancrée dans les habitudes : le citoyen accepte sans sourciller le monopole absolu de l'Etat en matière d'information. Pas question pour le pouvoir central de s'en dessaisir ! (p. 168). L'aménagement rural a connu bien des avatars, des citoyens restent manœuvrés dans leur « pays » « comme les grognards de Napoléon ».

Pas plus de 200 plans d'aménagement ruraux (PAR) à l'étude, dont 50 approuvés en 1978, après 5 ans d'action administrative !

Il faut **faire basculer la problématique**, éliminer pour cela la connotation « agricole » de l'aménagement local, transgresser les limites administratives entre urbain et rural (à l'image de ce que font les anglais). Les nouveaux contrats de pays (p. 178) constituent un nouvel instrument d'aménagement, mieux représentatif des limites d'une planification locale : 252 contrats sont approuvés ou en cours d'élaboration en 1979, mais ils portent malheureusement surtout sur des zones peu urbanisées ou en situation critique... L'intérêt soulevé reste cependant grand.

Comment désormais vivre en crise (p. 193 et suiv.) ? Gérer une économie qui n'est pas seulement en crise, mais qui n'existe plus sous sa forme ancienne, est probablement une absurdité. L'espace de demain restera fragile, instable, commandé par des institutions sans hommes. On récriminera à son sujet, on s'affrontera. L'autorité pourra réprimer, jamais convaincre, car les opposants sont l'expression du malaise actuel, « mais n'ont pas de projets politiques alternatifs. »

On ne peut plus se référer au concept de développement équilibré et consenti... mais alors, écrit l'auteur : « me voici au bord d'une réflexion nouvelle, très dérangeante pour nous (...) habitués à nous dire progressistes... Je veux dire qu'on peut être hostile en principe à la notion de progrès » si on s'intéresse à sa maison, à son environnement. « Le blocage économiste du discours politique » garotte « les intentions morales et militantes, en les canalisant sur des thèmes rabâchés, insuffisants pour un panorama de la contestation populaire potentielle ». « J'espère seulement n'en pas rester là », conclut l'auteur.

Un ouvrage qui démystifie, interroge, pousse à réfléchir l'économiste, l'aménageur, le paysagiste, l'homme politique : indispensable, et si bien illustré !

Ph. MAINIE

BIBLIOGRAPHIE SIGNALÉTIQUE

La sélection présentée ci-dessous est réalisée à partir des fiches signalétiques établies par le service de documentation de la Station Centrale d'Economie et de Sociologie rurales de l'INRA ().*

Les articles et ouvrages sont classés selon le cadre suivant :

1. Recherche – Enseignement.
2. Economie générale.
3. Gestion et programmation dans l'entreprise.
4. Statistique, méthode et enquêtes.
5. Offre agricole.
6. Débouchés – Consommation.
7. Commercialisation.
8. Prix et revenus.
9. Coopération.
10. Organisations professionnelles.
11. Structures.
12. Institutions – Législation.
13. Sociologie.
14. Démographie.
15. Histoire.
16. Croissance et développement.
17. Planification.
18. Investissements – Financement.
19. Politique agricole.
20. Marché commun.
21. Commerce international.
22. Agricultures étrangères.
23. Etudes par produit.
24. Aménagement – Environnement.
25. Industries agro-alimentaires.

1. Recherche – Enseignement.

SCHMIDT E. – *Modèle für Prognose der Milchherzeugung.* (Modèles pour la prévision de la production laitière). Braunschweig-Völkenrode : Institut für landwirtschaftliche Marktforschung der Forschungsanstalt für Landwirtschaft, sept. 1979. III – 76 p., graph.

Nécessité des prévisions. Types de modèles : modèles descriptifs, modèles normatifs. Qualité des prévisions.

SCHUH G.E., TOLLINI H. – *Costs and benefits of agricultural research : the state of the arts.* Washington, world Bank staff Working Paper (360) oct. 1979, 70 p. réf. bibl.

3. Gestion et programmation dans l'entreprise.

LEWIS R.W., JONES W.D. – Current cost accounting and farming businesses. *J. agric. Econ.* 31 (1) janv. 1980, pp. 45-53, rés. angl., franç., all. Les thèses en faveur du système de comptabilité à prix courant gagnent du terrain en Grande-Bretagne. Les problèmes et implications, sur le plan fiscal notamment, d'une application de ce système dans l'agriculture. En particulier, étude des critères de calcul de la valeur de diverses catégories de cultures et d'élevages.

4. Statistique – Méthodes et enquêtes.

RATTIN S. – Projection jusqu'en l'an 2000 des actifs familiaux agricoles et des chefs d'exploitation. *Coll. Statist. agric. Etude* (186) mai 1980, 132 p., tabl., graph., réf. bibl.

La diminution des effectifs des hommes actifs familiaux âgés de 30 à 54 ans semble marquer un certain ralentissement en 1975 et 1977. La diminution du nombre des chefs d'exploitations âgés de + de 65 ans (ainsi que des aides familiaux masculins) se ralentit entre 1975 et 1977. Au vu de ces résultats, 4 hypothèses d'évolution ont été retenues, permettant de faire varier les données les plus importantes en matière d'évolution des actifs familiaux.

STEPHAN J.-M., COLONNIER R. – Les comptes départementaux de l'agriculture de 1975 à 1978. *Coll. Statist. agric. Etude* (185) avril 1980. 117 p., tabl.

. Evolution des revenus agricoles départementaux de 1970 à 1978.

. Les comptes départementaux complets de 1975 à 1978 de la branche et des exploitations agricoles (tableaux détaillés).

. Méthodologie de calcul du revenu des exploitations à temps complet.

6. Débouchés – Consommation.

HECKE A. – Die Veränderungen der Marktstruktur bei Brot und Backwaren in der Bundesrepublik Deutschland unter besonderer Berücksichtigung der Absatzwege (Les transformations de structure du marché du pain et de la pâtisserie en RFA eu égard à leurs débouchés) 208 p. (Thèse Doct. Agric., Bonn 1973).

MAROTTE N. – La place et le rôle de la publicité dans l'information des consommateurs. *J.O. Av. R. Cons. écon. soc.* (6) 6 mai 1980, pp. 193-223, tabl.

1) l'impact de la publicité dans l'économie.

2) orientations pour l'avenir (législation. Publicité comparative. Prix dans les messages publicitaires. La publicité à la télévision. Déontologie en matière de publicité. Rôle et moyens des con-

sommateurs). Comment améliorer le rôle des consommateurs et la valeur des messages publicitaires.

8. Prix et revenus.

CARLES R. – Les revenus agricoles de 1970 à 1978 : évolution et disparités dans les systèmes de polyculture et/ou élevage bovin. Grignon : INRA Econ. et Sociol. rur., avr. 1980. 43 p., tabl., graph.

Evolution récente des revenus agricoles mesurés dans les principaux types d'exploitations et recherche des disparités existantes. Les informations disponibles : revenus agricoles moyens mesurés sur les échantillons les plus larges disponibles dans le RICA ; analyse menée au niveau national et uniquement pour les systèmes de polyculture et/ou élevage bovin.

9. Coopération.

MASSON R.T., EISENSTAT P.M. – Welfare impacts of milk orders and the antitrust immunities for cooperatives. *Amer. J. agric. Econ.* 62 (2) mai 1980, pp. 270-278, réf. bibl.

Les coûts sociaux des monopoles exercés par les coopératives laitières aux Etats-Unis. La part de responsabilité des « Federal Marketing Orders » dans cet état de fait.

10. Organisations professionnelles.

Le Crédit agricole aujourd'hui et demain. 2. Le crédit agricole à la recherche d'une identité nouvelle. *Chambres d'Agric.* 51 (suppl. n° 658) avr. 1980, 19 pp., bibl.

(Ce fascicule fait suite à l'étude publiée dans le n° 654 (déc. 1979) de la revue « chambres d'Agriculture » intitulé le Crédit agricole aujourd'hui et demain. 1. La structure et les prêts du Crédit Agricole).

1. Le financement du développement agricole et rural par le Crédit Agricole en 1978. 2. Les modifications apportées en 1979 à la distribution du crédit.

11. Structures.

ALPHANDERY P., BARCELO R., BITOUN P., DUPONT Y., REMY J., WOLFER B. – Les formes de l'intensification en élevage bovin. Le cas du lait et des jeunes bovins. Paris, INRA, station d'économie et de sociologie rurales, mai 1980. – 409 p., cartes, tabl., réf. bibl. (série Economie et Sociologie rurales).

Etude des deux principaux modèles d'intensification de productions bovines, le modèle laitier et le modèle jeune bovin. Processus de séparation et de spécialisation de ces productions. Méthodes de la recherche : histoire du mouvement d'intensification d'après guerre à travers les documents techniques et les documents de

(*) INRA-Economie, 6, passage Tenaille, 75014 Paris. Tél. : 542-46-60.

critique et par enquêtes auprès d'exploitants et de techniciens agricoles. Réussite relative et limites de l'intensification dans les exploitations familiales ; échec de l'industrialisation.

BERGMANN D., Rapp. – Les facteurs qui influencent la propriété, l'affermage, la mobilité et l'utilisation des terres agricoles. Rapport final pour la France. Paris, INRA Econ. et Socio. rur., août 1979, IV – 224 p., tabl., réf. bibl., cartes. (Etude P206 de la Commission des CE).

DAUPHIN-MEUNIER A. – La fortune agricole française et sa transmission de génération en génération. – *CR Acad. Agric.* (1) 1980, pp. 66-79.

EVERAET H. – Mobilité et destination des terres agricoles. *Notes de l'IEA* (72) sept. 1979, 27 pp., tabl. ann.

Sur la base des recensements agricoles de l'Institut National de la Statistique Belge, cette étude tente de déterminer la mobilité des terres en agriculture et en horticulture pour la période allant du 15-05-77 au 15-05-78 et la destination des terres perdues pour l'exploitation agricole.

FEDERATION NATIONALE DES SOCIETES D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL. – Assemblée générale. Paris, FNSAFER, 26 oct. 1979, 25 pp., graph.

- 1) Résultats de l'activité des SAFER en 1978.
- 2) Le nouveau contexte dans lequel se situe l'intervention des SAFER.
- 3) Les échanges amiables.

12. Institutions – Législation.

BONISSOL C. – Les transmissions successorales des exploitations agricoles en Allemagne, Angleterre et France. Paris : Agra Europe, 1980. – 41 p.

L'objet de cette étude est de mettre en lumière les orientations prises par la RFA, l'Angleterre et la France du point de vue des dévolutions successorales, les disparités de situations pouvant être, du fait de l'ouverture des frontières européennes, désavantageuses pour les agriculteurs français. Régimes juridiques et régimes fiscaux des trois pays. Comparaison des données sociologiques, technologiques, foncières législatives. Orientations souhaitables du droit français.

13. Sociologie.

CAVAILHES J., PERRIER-CORNET P. Dir. – Couches sociales agricoles et différenciations sociales dans dix petites régions. – Dijon, INRA Lab. de rech. de la Chaire de Sciences Economiques de l'ENSSAA Doc. de rech. (21) mars 1980. – 197 p., carte.

Dix résumés de mémoires réalisés par des élèves de l'ENSSAA et précédés de deux notes théoriques de J. Cavailhes et P. Perrier.

JEGOUZO G., BRANGEON J.-L., POUPA J.-C., ROZE B. – Travail et santé des agriculteurs et agricultrices, une étude exploratoire en zone d'élevage. – Rennes INRA Econ. et Sociol. rur., mars 1980. – 229 p., cartes.

14. Démographie.

BABEAU A., LEVY-GARBOUA L. – Les effets économiques et financiers de l'évolution démographique. *Consommation* (2) 1979, pp. 99-113, réf. bibl.

Effets exercés par l'évolution démographique sur l'offre et la demande de biens et services d'une part, sur l'équilibre financier des régimes de prévoyance sociale d'autre part. Les auteurs montrent que, le plus souvent le déclin démographique n'a pas les effets dramatiques qu'on lui attribue.

16. Croissance et développement.

DELEAGE J.-P., JULIEN J.-M., SOUCHON C. – Analyse éco-énergétique du système agricole français et de son évolution. – Paris : Groupe interdisciplinaire écologie, développement et énergétique, mars 1979. – 87 + 11 + 23 + 31 + 4 pp. d'annexes, cartes, tabl., graph. bibl.

1. Méthodologie générale.
2. Evolution des bilans énergétiques du système agricole français.
3. Discussion : le rôle de l'énergie dans les perspectives de développement du système agricole français.

FAO. Rome. – Projections relatives aux produits agricoles 1975.1985. – Rome, 1979. – IX-144 p., tabl.

(Coll. FAO : Développement économique et social, 16).

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. Genève. – Commission consultative du développement rural, 9^e session, Genève, 27 nov. – 6 déc. 1979. – Pauvreté et emploi dans les zones rurales des pays en développement. – Genève, BIT, 1979. – 84 p., tabl.

19. Politique agricole.

BERGMANN D. – L'agriculture française, perspectives, stratégies et politiques à long terme. Une note de doctrine. – Paris, INRA Econ. et Sociol. rur., août 1979. – VII-92 p., réf. bibl., res. franç., angl. (texte provisoire. Publié en mars 1980).

Analyse d'ensemble à moyen et long terme des forces agissant sur l'agriculture française et des contraintes auxquelles elle est soumise. Débouchés plus ou moins saturés. Potentiel de production considérable pouvant trouver une issue dans l'exportation hors CEE (céréales et viande rouge principalement). Dans cette perspective, définition de nouvelles priorités pour la politique agricole : baisse des prix et paiements directs – plafonnés – pour compenser les baisses de revenus ; intensification des politiques structurelles ; accroissement de l'impôt foncier pour les terres médiocres ; PAC moins interventionniste et MCM supprimés. Les versements des pays riches à leurs agriculteurs seraient autorisées à condition de s'accompagner d'un versement identique au budget communautaire, afin de financer des politiques agricoles appropriées dans les pays plus pauvres.